

# Servin avoue les résistances des militants à un cours opportuniste

A la fin du rapport que Servin a présenté devant les militants de Paris et de la Seine, paru dans « l'Humanité » du 19 avril, on trouve une liste des entreprises, sections syndicales, conseils municipaux qui se sont prononcés pour une solution « à gauche » de la crise ministérielle. Cette liste, même augmentée d'autres noms reproduits dans les numéros de « l'Humanité » de ces derniers jours, est bien maigre. Que l'on se rappelle le temps pas si éloigné où les colonnes de la presse du P.C.F. étaient pleines de résolutions en faveur d'un « gouvernement d'union démocratique ».

L'indifférence de la classe ouvrière pendant cette crise ministérielle est profonde. Servin parlant au nom du groupe dirigeant du P.C.F. est prêt à en rendre responsable, après les « opportunistes et les révisionnistes », les « sectaires » qui manifestent leur méfiance envers les dernières décisions du Comité Central: désistement *sans condition* en faveur des républicains; politique de compromis avec les radicaux, l'U.D.S.R. et le R.G.R.

Ce terme de sectarisme est tout à fait injustifié, mais il est là pour masquer l'opportunisme du B.P. envers la bourgeoisie qui s'accompagne d'un sectarisme

effectif de ce B.P. envers les travailleurs et les militants du parti qui ne pensent pas comme lui.

La combativité des travailleurs, malgré certains revers, demeure sur le plan revendicatif. Les grèves de l'automne dernier, celles plus proches du 1<sup>er</sup> avril en sont des témoignages. Comment alors expliquer l'indifférence des masses qui permet le dénouement des crises ministérielles en fonction des seules luttes qui se déroulent dans les rangs de la bourgeoisie?

En réalité les mots d'ordre centraux de la politique du Parti Communiste Français: fidélité aux engagements électoraux du 2 janvier 1956, compromis à gauche, « tombent à plat ». Les travailleurs n'y croient pas. Ils ont vu ce qu'a fait cette majorité parlementaire du 2 janvier sur la question algérienne. Au lieu de la paix, la « pacification ». Les difficultés dans la mobilisation politique des masses ne viennent pas d'un courant de prétendu sectarisme contre lequel Servin part en guerre, mais de l'orientation même de la direction et de sa politique depuis la Libération du moins. De la collaboration avec la bourgeoisie (alliance avec Daladier, tripartisme), la classe ouvrière a déjà eu

l'expérience. Elle voudrait qu'on lui tienne un autre langage et non pas que l'on se fasse gloire des pires périodes opportunistes. Comment pourrait-elle ne pas se méfier d'une direction qui promet à la bourgeoisie, comme au dernier Comité Central, de torpiller un mouvement en cours si jamais il devenait « dangereux » pour cette bourgeoisie?

Les meilleurs militants du P.C.F. ont pris au sérieux certaines déclarations du 20<sup>e</sup> Congrès du P.C. de l'U.R.S.S. qui n'étaient dans l'esprit des dirigeants que propagande sans importance. Notre époque est celle de la marche au socialisme. Ils entendent que le socialisme ne soit pas reporté dans un avenir indéterminé selon l'opinion de Servin qui, pour justifier la ligne, s'accroche à l'idée que nous sommes dans une longue période de défense de la démocratie bourgeoise. Que l'on mette au centre des préoccupations d'un Parti ouvrier la question du passage à la société socialiste ne signifie pas se lancer à tout moment et en toutes circonstances à l'assaut des citadelles du capital. Servin caricature l'orientation révolutionnaire en conception ultimatisée pour semer la confusion. Pour les révolutionnaires, la classe ouvrière et les travailleurs en général doivent lutter pour des objectifs qui leur sont propres et qui sont, de facto, inacceptables à la bourgeoisie, fût-elle de gauche. Le combat pour le socialisme suppose que le Parti prépare la classe ouvrière à partir de ses préoccupations et revendications quotidiennes à la conquête du pouvoir. Il suppose qu'il trace clairement la perspective du gouvernement de transition et non d'un gouvernement de « compromis à gauche ».

Mais les « explications » et les menaces de Servin n'empêcheront pas que les conceptions qu'il combat, au nom du groupe dirigeant, fassent leur chemin. Le fait qu'il ne peut plus les taire est un encouragement pour tous ceux qui, en France, luttent pour le renouveau du communisme.

## Record battu

De la politique « démocratique » de défense de l'Union française, aux liens indissolubles entre la France et l'Algérie. « l'Humanité » a distillé quotidiennement l'opportunisme le plus scandaleux. Cependant, dans les différentes résolutions des derniers Comités centraux, il était question de la lutte des masses algériennes. Or, on y chercherait en vain une allusion, même discrète, dans la déclaration du B.P. du 16 avril, relative à la crise ministérielle.

Silence total sur le combat des travailleurs algériens. Tout y est présenté en fonction des « intérêts de la France » et de situation à l'intérieur de la bourgeoisie française.

A l'Assemblée de Pleyel du 30 mars, les représentants du Comité central, Feix et Souquières, ont bien essayé d'étouffer ce qu'ils appellent la « surenchère ».

On voit une nouvelle fois, comme nous ne cessons de le répéter, qu'il s'agit avant tout de ne pas inquiéter les tenants du néocolonialisme baptisés bons républicains.

## “ Voies nouvelles ”

Une nouvelle revue vient de paraître sous le titre des « Voies Nouvelles » qui a connu, avant même sa sortie, une mise en garde de la direction du PCF. Pour l'instant, à notre connaissance, aucune sanction n'a été prise contre ceux des membres du P.C.F. qui y ont collaboré. Mais il serait surprenant que la direction du P.C.F. ne donne pas suite aux menaces de Servin.

On ne peut évidemment se prononcer sur un seul numéro d'une revue qui n'est pas un organe visant à formuler une ligne politique. Ce sont plutôt les intentions de ses rédacteurs qu'on peut apprécier.

Tout d'abord, ils emploient le terme « voies nouvelles » qu'ils ont pris pour titre de leur publication dans un sens différent de celui que Khrouchtchev et d'autres lui donnèrent surtout après le 20<sup>e</sup> Congrès. Dans la terminologie des post-staliniens, cela voulait dire avant tout que le passage du capitalisme au socialisme, la révolution, se ferait par une voie nouvelle par rapport à celle que définirent Marx et Lénine pour la plupart des pays. Au lieu de la révolution faite par des moyens de guerre civile, de lutte armée, il s'agirait d'une voie pacifique, recourant à l'utilisation du Parlement qui pourrait cesser d'être un instrument de la bourgeoisie pour devenir un instrument de la construction du socialisme. Les rédacteurs de la nouvelle revue ne se placent ni sur ce plan ni contre lui. Pour eux, « voies nouvelles », ce sont les nouveaux problèmes qui se trouvent posés au mouvement ouvrier, dans une période où le capitalisme a été battu sur un tiers du monde, et surtout les problèmes idéologiques.

A vrai dire, les rédacteurs de cette revue n'ont pas l'intention de traiter les problèmes politiques brûlants, mais d'étudier les problèmes idéologiques qui relèvent de leurs propres travaux scientifiques. Sur ce point, ils affirment leur volonté de ne plus être enfermés dans le carcan qu'ils qualifient de « dogmatisme » et qui les a mis pendant tant d'années sous la tutelle de ces lumières intellectuelles qui s'appellent Garaudy, Kanapa et autres Fréville.

Nous sommes d'autant plus à l'aise pour les encourager dans cette voie qu'à la différence de plusieurs autres revues anciennes et nouvelles, telles « la Nouvelle Réforme » ou « Arguments », ils ne remettent pas en cause le marxisme, ne le considèrent pas comme quelque chose de dépassé, et qu'ils s'efforcent de trouver une réponse aux problèmes qui se posent par le moyen du marxisme, compris non comme un dogme mais dans l'esprit même où il fut conçu.

Nous verrons avec les numéros suivants s'ils se maintiendront et s'ils progresseront sur cette voie.

Disons tout de même un mot de l'article du 1<sup>er</sup> numéro qui touche de plus près un aspect essentiel de la politique de la direction du P.C.F., son aspect « national ». Sans aucun doute, Caveing dans cet article a mis en cause une des pièces essentielles de la politique de Thorez, et il le fait avec beaucoup de vigueur, en dépit du jargon philosophique dans lequel il est écrit, pour démontrer que la nation n'est pas un cadre et que sa forme actuelle en France est liée à la domination du capitalisme. Ainsi se trouve sapée sur le plan théorique la politique de la direction Thorez qui omet, en invoquant la nation, la question essentielle de la classe qui possède le pouvoir. Toute cette démonstration est excellente et elle a des implications politiques considérables. Mais un autre aspect de la question n'a pas été examiné, celui des rapports de la nation avec les potentialités des classes dans les pays colonisés qui luttent à présent pour leur émancipation. Alors que, du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècles, lors de la période ascendante du capitalisme, la nation était le domaine par excellence de l'ascension de la bourgeoisie au pouvoir, à notre époque de déclin du capitalisme, les bourgeoisies indigènes des pays sous-développés s'avèrent incapables de poursuivre la révolution démocratique et c'est pourquoi seul le prolétariat peut conduire à la victoire la libération nationale et sociale qui devient une tâche unique. Mais nous abordons là une autre divergence essentielle avec les staliniens, celle de la permanence de la révolution ou de la révolution par étapes.